

# Priorité Information

N° 12 MARS 2022

**PERREON**  
Conseil en Entreprise.  
Gestion de Patrimoine.

PATRIMOINE :

## L'ÉTUDE PATRIMONIALE



Malgré une résurgence de la pandémie et la menace de nouveaux variants qui ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie, ce début d'année 2022 est marqué par la poursuite de la reprise de l'économie mondiale. Les pressions inflationnistes perdurent quant à elles, du fait du déséquilibre entre l'offre et la demande, partout dans le monde.

## EN ROUTE VERS LA NORMALISATION

La reprise de l'économie mondiale devrait se poursuivre en 2022. Elle devrait être soutenue par la consommation, qui pourrait bénéficier de l'épargne accumulée par les ménages depuis le début de la pandémie, et par l'investissement, conforté par les résultats des entreprises. La reprise continuera d'être alimentée également par les politiques économiques. Effet pétrole, contraintes d'approvisionnement et de produc-

tion, accélération des loyers, hausse des coûts salariaux... Les catalyseurs de l'inflation sont encore nombreux, mais les banques centrales et les États ne se désengageront que très progressivement pour éviter de déstabiliser l'économie.

## UNE ÉCONOMIE ACTIVE

L'économie européenne est vigoureuse, les indicateurs PMI d'activité montrent une vive expansion. En

France, après une croissance en 2021 très robuste à 6,7 %, le PIB pourrait progresser de 0,5 % au T2 2022. Mais cette croissance s'accompagne d'une accélération de l'inflation. Si cela est en grande partie dû à l'envolée des prix de l'énergie, l'inflation sous-jacente a également accéléré, à la fois dans les biens et les services. Du côté des États-Unis, le marché du travail est toujours dynamique malgré de moindres créations d'emplois. Les salaires progressent à un rythme soutenu, ce qui contribue à justifier une politique monétaire plus restrictive de la Fed.

## VERS LA HAUSSE DES TAUX

Pour juguler l'inflation qu'elle ne juge plus transitoire, la Fed a accéléré le rythme de son resserrement moné-

taire et a présenté un calendrier précis de hausse de taux (3 en 2022, 3 autres en 2023 et 2 en 2024). La BCE exclut une hausse des taux en 2022 et a annoncé la fin progressive du programme de rachats d'actifs destiné à contrer la pandémie et le renforcement du programme de rachat pré-existant pour limiter les impacts sur le marché.

## FINANCE DURABLE

Cette année, le volume de nouvelles obligations vertes pourrait croître de 50 %, et représenter 1 000 milliards de dollars. Cette hausse impressionnante s'explique avant tout par le regain d'activité des entreprises, soucieuses d'accélérer leur transition énergétique ■



## INVESTISSEMENT

PAR NOÉMIE CABO,  
INGÉNIERE PATRIMONIALE  
ET FINANCIÈRE

# FINANCE DURABLE : LE PETIT GUIDE DES LABELS

Alors que les impacts extra-financiers de leurs placements sont de plus en plus pris en compte par les épargnants, ces derniers peuvent se retrouver démunis dès lors qu'il s'agit de les mesurer, par crainte notamment que les données leur étant communiquées ne s'apparentent qu'à du « greenwashing ». C'est pour aider l'investisseur à identifier correctement et aisément les fonds intégrant des considérations de finance durable que les labels ont été créés. Chacun d'entre eux édicte des critères auxquels les fonds analysés doivent répondre pour accéder à la labellisation. Si de nombreux labels existent (le label du CIES pour les produits d'épargne salariale, les labels de l'agence LuxFLAG en matière de finance responsable...), seuls trois d'entre eux sont repris au sein du glossaire de la finance durable proposé par l'AMF<sup>(2)</sup> :



## LE LABEL FINANSOL

Créé en 1997, il révèle le **caractère solidaire de l'investissement labellisé (accès à l'emploi et au logement, soutien à l'entrepreneuriat dans les pays en développement...)**.

Les membres de son comité d'attribution sont issus des secteurs associatif, financier et universitaire, de l'investissement à impact et de l'entrepreneuriat social.



## LE LABEL ISR<sup>(3)</sup>

Établi en 2015, il est le plus répandu aujourd'hui : 916 fonds l'ont obtenu, dont des fonds immobiliers (SCI, SCPI...). Il atteste notamment que **le fonds dispose d'une méthode d'analyse rigoureuse incluant des critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), ce qui lui permet d'évaluer les bénéfices extra-financiers de ses investissements**. Le Ministère de l'économie et des finances en est propriétaire, tandis que l'audit des fonds est assuré par trois organismes : Afnor Certification, EY France et Deloitte.



## LE LABEL GREENFIN

Créé en 2015, et dédié à la finance verte : **le placement labellisé Greenfin est orienté vers le financement de la transition énergétique et écologique**.

Ce label est soutenu par le Ministère de la transition écologique et solidaire. Les organismes chargés de le délivrer sont Afnor certification, EY France et Novethic.

Des audits de suivi des fonds labellisés sont menés annuellement, garantie de la réalité de l'engagement du fonds au jour de l'investissement de l'épargnant ■

<sup>1</sup> « Le greenwashing est une méthode de marketing consistant à communiquer auprès du public en utilisant l'argument écologique. Le but du greenwashing étant de se donner une image écoresponsable, assez éloignée de la réalité. La pratique du greenwashing est trompeuse et peut-être assimilée à de la publicité mensongère » (Novethic).

<sup>2</sup> Glossaire de la finance durable, publié le 12 mai 2021 sur le site Internet de l'AMF.  
<sup>3</sup> Investissement Socialement Responsable.

# LES FONDS

Les unités de compte ci-dessous présentent un risque de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances actuelles ou futures.

## CLARESCO USA

**Claresco USA est un fonds d'actions américaines créé en 1999 qui investit sur tous secteurs, toutes tailles de capitalisations selon des processus d'investissement rigoureux. Le fonds vise à obtenir sur la durée de placement recommandée de 5 ans une performance supérieure à celle de son indice de référence dans le cadre d'une gestion active et tactique.**

Le processus de gestion s'appuie sur la sélection des valeurs avec des analyses portant principalement sur l'activité de l'entreprise, le couple risque/opportunités au regard de la situation financière, le caractère cyclique de la valorisation de l'entreprise ainsi que la qualité du management.

En outre, l'équipe de gestion détermine les principales allocations géographiques et sectorielles à partir de l'analyse des différents éléments macro-économiques (politiques monétaires, indicateurs économiques...), mais aussi des valorisations boursières des marchés actions. Claresco USA investit en per-

CODE ISIN

LU1379103812

ÉCHELLE DE RISQUE

6/7

CLARESCO  
FINANCE

manence dans des actions de grandes capitalisations appartenant aux principaux indices US: Dow Jones, SP500, Nasdaq. Le fonds libellé en euros n'a pas vocation à être couvert si l'environnement économique ne le nécessite pas, en revanche, l'équipe de gestion peut utiliser des instruments financiers à terme (dérivés et options) afin de couvrir ou exposer le portefeuille aux risques actions, changes et taux ■

### PERFORMANCES NETTES<sup>(1)</sup> AU 31/12/2021

	2021	2020	2019	2018
CLARESCO USA	+32,8 %	+4,9 %	+22,9 %	+2,3 %

<sup>1</sup> Performances nettes de frais liés au fonds, brutes des frais liés au cadre d'investissement et hors fiscalité et prélèvements sociaux.

## M&G (LUX) GLOBAL LISTED INFRASTRUCTURE FUND

**Un fonds qui vise le rendement des actifs réels portés par d'ambitieux plans de relance.**

Investir dans les infrastructures cotées, c'est investir dans un environnement macroéconomique mondial marqué par de grands programmes de relance budgétaire dédiés aux infrastructures, notamment dans le domaine de la transition énergétique. Au travers de l'approche M&G c'est également investir dans un univers de sociétés qui ont le potentiel d'offrir des flux de trésorerie et de dividendes en croissance régulière, le plus souvent adossées à des actifs réels jouissant de concessions de longue durée ou de redevances perpétuelles. Ce qui est source potentielle de rendements et de revenus indexés sur l'inflation. Le fonds M&G (Lux) Global Listed Infrastructure Fund est investi au-delà de l'univers traditionnel des infrastructures économiques ou sociales, en se diversifiant dans les infrastructures « évolutives » destinées à accompagner la révolution technologique: notamment les nouveaux modes de vie des populations (5G, Big Data, Cloud...). Ce fonds n'est pas une thématique de niche, il convient de l'envisager comme un fonds cœur de portefeuille destiné à être détenu sur le long terme. Le fonds est diversifié tant sur le plan sectoriel, (in-

CODE ISIN

LU1665237704

ÉCHELLE DE RISQUE

6/7

M&G  
Investments

vestissements dans les services aux collectivités, le transport mais également la santé et la communication) que sur le plan géographique (investissements dans toutes les zones géographiques, y compris les marchés émergents). L'équipe de gestion du fonds, dispose d'une grande expérience d'investissement dans les sociétés qui visent une croissance régulière de leurs dividendes. Elle a mis en place un processus de gestion permettant au fonds d'intégrer les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

La valeur et les revenus générés par l'actif du fonds fluctueront à la hausse comme à la baisse. Ainsi, la valeur de l'investissement pourra aussi bien baisser qu'augmenter. Rien ne garantit que le fonds atteindra son objectif et il est possible que le client ne récupère pas la totalité de son investissement initial ■

### PERFORMANCES NETTES<sup>(2)</sup> AU 31/12/2021

	2021	2020	2019	2018
M&G (LUX) GLOBAL LISTED INFRASTRUCTURE FUND	+22,3 %	-6,3 %	+36,7 %	-1,7 %

<sup>2</sup> Performances nettes des frais liés au fonds, brutes des frais liés au cadre d'investissement et hors fiscalité et prélèvements sociaux.

## THEMATICS META FUND



CODE ISIN

LU1951204046

ÉCHELLE DE RISQUE

6/7

THEMATICS  
asset management

**L'intelligence artificielle et la robotique, la sécurité, la gestion de l'eau, l'économie de l'abonnement ou encore le bien-être sont des thématiques qui prennent une place de plus en plus importante dans notre vie quotidienne. Celles-ci reposent sur des tendances de fond à l'échelle mondiale dans les domaines de la démographie, de l'environnement, des technologies et des styles de vie.**

Ces thématiques jugées porteuses sont exploitées par les gérants de Thematics Asset Management, sur l'ensemble de leurs fonds d'investissement. Selon l'analyse de Thematics Asset Management, ces tendances devraient offrir des opportunités d'investissement potentiellement attractives et atypiques.

Le fonds suit la stratégie globale de la gamme thématique et offre une exposition diversifiée et équilibrée à ces thèmes cruciaux grâce à un seul et unique véhicule avec un rebalancement mensuel. Il investit directement dans les actions des entreprises et n'est donc pas un fonds de fonds.

### QUELQUES DONNÉES CLÉS DE LA GAMME:

- **Économie de l'abonnement:** 70 % des adultes estiment que l'entretien et les coûts induits par la propriété de biens matériels sont conséquents, et préfèrent donc s'abonner à un service dédié<sup>(3)</sup>
- **Eau:** Les fuites sur les réseaux coûtent 9,6 milliards de dollars aux services

d'eau américains tous les ans - Près de la moitié pourrait être économisée à travers la mise en œuvre d'un système de contrôle du réseau<sup>(4)</sup>.

- **IA & Robotique:** Les dépenses consacrées aux usages de l'intelligence artificielle devraient dépasser 500 milliards de dollars en 2024, soit au minimum 14 % de croissance par an<sup>(5)</sup>.
- **Bien être:** Le marché mondial du bien-être est estimé à plus de \$1,5 trillion en 2021 et connaît une croissance annuelle de 5 à 10 %<sup>(6)</sup>.
- **Sécurité:** Les dommages causés par la cybercriminalité devraient atteindre \$10 500 milliards par an d'ici 2025, contre \$6 000 milliards en 2021<sup>(7)</sup> ■

### PERFORMANCES NETTES<sup>(8)</sup> AU 31/12/2021

	2021	2020	2019 <sup>(9)</sup>	2018
THEMATICS META FUND R(A)EUR	+22,86 %	+24,18 %	+16,86 %	-

<sup>3</sup> Source: Zuora, novembre 2018

<sup>4</sup> Source: AMI/leakage - Xylem/Sensus website March, 2019

<sup>5</sup> Source: IDC, août 2021

<sup>6</sup> Source: <https://www.mckinsey.com/industries/consumer-packaged-goods/our-insights>

<sup>7</sup> Source: Cybersecurity Ventures, 2020

<sup>8</sup> Performances nettes des frais liés au fonds, brutes des frais liés au cadre d'investissement et hors fiscalité et prélèvements sociaux.

<sup>9</sup> Performance depuis la date de création le 28/02/2019 au 31/12/2019.

LES UNITÉS DE COMPTE PRÉSENTENT UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL. ELLES SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DES MARCHÉS FINANCIERS À LA HAUSSE COMME À LA BAISSÉ. LEURS PERFORMANCES PASSÉES, PRÉSENTÉES DANS CE DOCUMENT, NE PRÉJUGENT PAS DE LEURS PERFORMANCES FUTURES. AVANT DE SÉLECTIONNER UN SUPPORT D'INVESTISSEMENT, NOUS VOUS RECOMMANDONS DE LIRE SON DOCUMENT D'INFORMATIONS CLÉS DE L'INVESTISSEUR (DICI), DISPONIBLE SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION CONSIDÉRÉE. LA LISTE COMPLÈTE DES UNITÉS DE COMPTE RÉFÉRENCÉES DANS LES CONTRATS CONÇUS PAR SURVENIR EST DISPONIBLE DANS LES CONDITIONS CONTRACTUELLES.

# L'ÉTUDE PATRIMONIALE

## POURQUOI FAIRE UNE ÉTUDE PATRIMONIALE ?

De plus en plus de clients se voient proposer une étude patrimoniale par leurs conseillers, sans savoir précisément ce que contient une étude ni ce qu'elle pourrait leur apporter.

En gestion de patrimoine, proposer une étude patrimoniale (ou bilan patrimonial) consiste à suivre une méthodologie en plusieurs étapes destinée à répondre aux objectifs patrimoniaux du client en fonction de son environnement.

Il ne s'agit pas d'un simple conseil financier : l'approche est globale et pluridisciplinaire. Elle intègre les di-

mensions juridiques, financières, fiscales et sociales d'une situation, et s'inscrit dans un accompagnement du client sur la durée.

## COMPÉTENCES DU CONSEIL

Les thèmes abordés sont nombreux et complexes : ils mobilisent des compétences en droit de la famille (régimes matrimoniaux, succession, transmission), analyse financière (marchés financiers, produits bancaires, assurances), analyse immobilière (modes de détention, dispositifs fiscaux), fiscalité (IR, IFI), prévoyance et retraite, etc. La technicité requise nécessite une formation adaptée ainsi qu'une mise

à jour régulière des connaissances du conseiller en gestion de patrimoine, toutes deux imposées et contrôlées par les autorités de tutelle de la profession (AMF, ACPR).

## LES ÉTAPES

### Collecte d'informations

Il s'agit de recenser tous les éléments constitutifs de l'environnement du client : régime matrimonial, donations, testament éventuel, revenus, charges, actifs financiers et immobiliers, modes de détention, assurances, passifs, objectifs à court, moyen et long terme.

### Diagnostic

C'est ici l'étape de l'analyse : le conseiller, tel un médecin avant de délivrer un traitement, analyse les points forts et les points d'amélioration de la situation du client dans toutes ses dimensions. Il s'agit par exemple de quantifier le budget des clients, la capacité de financement pour un nouveau projet, la fiscalité prévisionnelle, les futurs droits à la retraite, les droits de succession ou encore le niveau de protection de la famille en cas de décès, d'accident.

### Préconisations

En fonction des objectifs exprimés par le client et des constats issus du diagnostic préalable, le conseiller formulera ses préconisations appuyées par des simulations pour aider à comparer les différentes solutions possibles. Il s'agit d'élaborer une stratégie patrimoniale qui optimise par exemple le cadre et le niveau de vie,

valorise le patrimoine, sa transmission, ou la fiscalité, au moyen d'instruments économiques ou juridiques adaptés. Le conseil doit être concret et circonstancié sur la portée, les effets et les risques de chacune des préconisations formulées.

### Mise en œuvre & suivi

Le conseiller accompagne ensuite son client dans la mise en œuvre de la stratégie patrimoniale : il peut ainsi l'adresser à un notaire pour mettre en œuvre un aménagement du régime matrimonial, ou à un avocat pour la création d'une holding. L'interprofessionnalité joue ici un rôle important. Enfin, le suivi dans le temps est essentiel : les modifications de la situation du client (naissance, divorce, changement de situation professionnelle...), les modifications législatives (lois de finances, réforme des retraites), ou le comportement des marchés financiers impactent la stratégie patrimoniale et appellent donc une révision régulière pour assurer en permanence l'adéquation du conseil aux objectifs du client.

De plus en plus de spécificités apparaissent également dans les problématiques patrimoniales rencontrées par les clients (familles recomposées, gestion de patrimoine des personnes vulnérables, des chefs d'entreprises, dimension internationale, investissement responsable, etc.), qui requièrent donc les conseils et l'expertise d'un professionnel de la gestion du patrimoine qui formalisera ses préconisations dans une étude patrimoniale ■



## CE NUMÉRO DE PRIORITÉ INFORMATION VOUS EST OFFERT PAR :

### PERREON

Société de conseil en gestion de patrimoine et conseil aux entreprises - 137 rue Nationale - 69400 Villefranche

Siège social : 218 rue Boiron – 69400 Villefranche. Société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 euros. Siren 849157391 RCS Villefranche-Tarare. Membre de la Chambre des Conseillers en Gestion de Patrimoine (CNCGP), inscrit à l'ORIAS sous le numéro 19002949 en tant que Conseiller en investissements financiers, Courtier en assurance, Intermédiaire en opérations de banque et services de paiements. Détenteur de la carte de transactions immobilières sur immeubles et fonds de commerce.

Priorité information 03/2022  
ISSN 2678-6516

Directrice de la publication :  
Anne-France Gauthier

Responsables de la rédaction :  
Nicolas Delvert, Sarah Poirier,  
Léa Merdy, Laura Chenay et Mathilde Dutilly

Crédits photos :  
Adobe Stock

Maquette : Disain.fr

Vie Plus : filiale de Suravenir dédiée aux CGP et courtiers  
Tour Ariane - La Défense 9 - 5, place de la Pyramide - 92088  
Paris la Défense Cedex.

Suravenir : Siège social : 232, rue Général Paulet - BP 103  
29802 Brest Cedex 9. Société anonyme à directoire et conseil de  
surveillance au capital entièrement libéré de 1 175 000 000 euros.  
Société mixte régie par le Code des assurances / Siren  
330033127 RCS Brest. Société soumise au contrôle de l'Autorité  
de contrôle prudentiel et de résolution (4, place de Budapest  
75436 Paris Cedex 9).

Document commercial dépourvu  
de valeur contractuelle.